



Statistiques du marché du Travail

LE SNU-POLE EMPLOI DENONCE LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

Ce soir, les statistiques de Pôle emploi font état d'une très forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A de 1,3% sur les trois derniers mois, et de 0,6 pour le seul mois d'août 2017. Sur un an le chômage en France continue sa progression avec une hausse mesurée toutes catégories confondues de 2,5%.

Par ailleurs, les données relatives au nombre de demandeurs d'emplois inscrits depuis plus d'un an sans activité professionnelle font état d'une situation alarmante avec près de 2,5% de demandeurs d'emploi supplémentaires.

Dans cette situation, le SNU s'inquiète tout particulièrement de la proportion des jeunes et des seniors. Autre point marquant pour le SNU PE, de cette livraison statistique, la montée quasi continue des demandeurs d'emplois en catégorie C, qui confirme la précarité croissante d'une part de la population par des reprises d'emploi à temps très partiel, en contrats intérimaires et/ou en CDD.

C'est dans ce contexte que s'ouvre le débat parlementaire sur le Projet de loi de Finances 2018, dont la section portant sur les chapitres Travail et Emploi. Celui-ci devra être exécuté à la lettre par la Ministre Pénicaud en 2018. **Or, la semaine dernière, des informations non contredites ont fait état d'une économie de près de 3 milliards d'euros imposée à Pôle emploi sur une période de trois ans. C'est pour le SNU-PE inacceptable au regard, notamment, des charges de travail que connaît aujourd'hui le personnel de Pôle emploi.**

Par ailleurs, la réforme annoncée du régime de l'assurance chômage pour les prochains mois très risqué non seulement pour les demandeurs d'emploi mais aussi pour le financement de Pôle emploi.

En effet, la loi du 13 février 2008, créant Pôle emploi et fusionnant ainsi les Assedic et l'ANPE, fixe une contribution correspondant à 10% minimum des cotisations payées à l'UNEDIC. Elle est versée annuellement et constitue près de 80% du budget de PE. Comment le gouvernement projette-t-il de compenser cette perte ou pire a-t-il déjà prévu la privatisation ou l'externalisation de tout ou partie des missions de PE ? Très clairement le risque est tout à fait plausible que PE ne soit plus financé en ces termes.

A cette heure, aucun mécanisme de substitution fiable et durable n'est annoncé par le gouvernement.

Le SNU PE reste d'autant plus inquiet que la Ministre du Travail a refusé de recevoir l'intersyndicale de PE. Pour le SNU, c'est une occasion manquée de clarifier les intentions du gouvernement à l'égard de PE, de ses missions, de son personnel et de ses usagers.

Le SNU-Pôle emploi avec sa Fédération, la FSU, reste particulièrement vigilant. D'ores et déjà, une intersyndicale de tous les syndicats nationaux est prévue ce jeudi 28 septembre afin de définir les conditions d'une **mobilisation unitaire pour faire du 10 octobre 2017 une première journée de mobilisation nationale pour dire non aux orientations unilatérales engagées par le gouvernement à l'égard de notre avenir**, mettant en péril, si rien n'est fait, non seulement l'existence d'un Service Public de l'Emploi, le droit de ses usagers mais aussi l'avenir de ses personnels.

Paris, le 26 Septembre 2017

CONTACT PRESSE : JEAN CHARLES STEYGER : 06.62.74.09.71



www.snutefifsu.fr/pole-emploi

<https://www.facebook.com/snu.pole.emploi.fsu>

<https://twitter.com/SnuPoleEmploi>

Nous contacter : syndicat.snu@pole-emploi.fr

